

Entre deux tours ...

Comme prévu, le reflux cantonal de la gauche a eu lieu, mais sans trop d'excès et en partie rattrapable dimanche prochain.

Comme prévu le FN s'implante dans certains conseils départementaux, ce qui nonobstant l'affirmation contraire de sa dirigeante, en fait de plus en plus un élément du système qu'elle dénonce.

Comme prévu, la droite sarkoziste reprend des couleurs, ce qu'elle appelle un évènement historique ayant en la matière la mémoire courte puisque aux précédentes cantonales c'était l'évènement historique inverse du rose socialiste s'étalant partout ! Le balancier de la pendule mesure, certes, le temps, y compris celui de l'Histoire ; mais en est-il l'Histoire pour autant ?

Donc le train-train va son chemin et l'abstention reste toujours forte, un électeur sur deux ayant boudé l'isoloir.

Le SNCA e.i.L. Convergence, pendant les mois d'avril et de mai parlera d'abondance du 10^{ème} anniversaire du référendum du 29 mai 2005 et du NON majoritaire qui a rejeté en France le projet de traité constitutionnel européen, sous la loi inique duquel vivent pourtant les Français.

Hormis le FN qui, en dépit de son succès au premier tour des présidentielles de 2002, ne pesait pas bien lourd, toute la classe politique, à quelques francs-tireurs près, a fait la campagne pour le OUI. Des associations à but politique, social, laïque, ont mobilisé les électeurs pour le NON, faisant ainsi, sur le tas, œuvre d'éducation populaire auprès d'un électorat déjà dubitatif sur le contenu libéral du projet. Il semble que le fond de la conscience politique du Français soit jacobin, c'est-à-dire favorable à l'exercice de sa souveraineté par un Etat centralisateur qui ne la trahisse pas puisque, malgré l'impact nécessairement restreint de la campagne pour le NON, il a, de fait et de droit, dit NON au projet qui le dépossédait de ce que 1789 lui avait donné.

Il l'a dit en exerçant le suffrage universel acquis au prix de luttes longues et souvent sanglantes.

Mais cette revendication du maintien en toute occurrence de la souveraineté nationale que les électeurs ont exprimé le 29 mai 2005 est restée lettre morte parce que le politiquement correct du tout libéral est la règle pour l'immense majorité des élus et que ceux-ci, faute d'imagination politique, font de leurs mandats des « métiers » bien rémunérés dans lesquels ils souhaitent se maintenir le plus longtemps et avantageusement possible grâce aux réélections ... D'ailleurs, un référendum ne mettant pas en jeu leurs mandats, du moins dans l'immédiat, pourquoi se seraient-ils offusqués d'avoir à traiter par-dessus la jambe la volonté nationale démocratiquement exprimée ?

Tout cela est à la fois prosaïque, trivial et peu ragoûtant ...

Toutefois, même si nos élus si mal élus de plus en plus souvent, ne sont pas toujours conscients de la chose, ils ont validé, par leur cécité persistante de ce qui s'est produit à la suite du 29 mai 2005, le mépris définitif et la disqualification du suffrage universel dont ils ont pourtant l'audace de se réclamer !

Autre déni par la même classe politique aveugle, sourde et proluxe : la perception exacte de ce que les Français ont majoritairement exprimé en se rassemblant sans mot d'ordre et dans la dignité, spontanément, entre les 7 et 11 janvier 2015.

En réponse à l'horreur de crimes perpétrés contre la liberté de conscience, d'opinion et d'expression, les démocrates français ont ainsi clairement affirmé leur attachement à la République et à la Laïcité, ce qui est un pléonasme en quelque sorte puisque la Laïcité est la mise en pratique de la prééminence de l'intérêt général que porte la République.

Cette volonté de la Nation de faire vivre conjointement l'adhésion à la République et à l'esprit laïque sans lequel elle n'est qu'un vain mot exige que l'Ecole de la République soit à la hauteur de l'exigence nationale.

Or que voit-on ?

Après avoir hérité de PEILLON les imbéciles et anti-laïques changements de rythme scolaire dans le premier degré, qui ont déstabilisé l'axe des apprentissages fondamentaux, déjà mal en point, Madame VALLAUD-BELKASSEM qui est un modèle de l'intégration au politiquement correct sinon de l'assimilation de la culture nationale, lance sa réforme.

Le SNCA e.i.L. Convergence rappelle que le sens initial de « réforme » est « mise au rebut » ...

Madame LE Ministre envisage de diminuer, voire de supprimer, au profit des EPI, Enseignements Pratiques Interdisciplinaires, l'enseignement spécifiquement disciplinaire des langues vivantes, des langues anciennes, des matières scientifiques, ce qui permettra sur le court terme de supprimer des postes d'enseignants : les exigences bruxelloises imposent des « économies » qui se soucient très peu, voire pas du tout, de **la mission première que la République donne à l'Ecole : former des républicains.**

Il est vrai que Madame LE Ministre est dans la continuité parfaite des politiques gauche-droite qui depuis trois décennies au moins non seulement diminuent le niveau des élèves mais aussi celui du recrutement des maîtres et celui, par conséquent, du niveau de l'enseignement.

Contrairement à la République, le capitalisme contemporain, particulièrement brutal, n'a que faire des futurs républicains pensant par eux-mêmes et fermement déterminer à ne pas se laisser assujettir par quiconque ; il se soucie du plus grand profit possible pour ses principaux bénéficiaires, quelques tout petits millions de gros actionnaires (sur 7 milliards d'habitants que compte la Terre) dont l'intérêt est qu'à côté de cadres hautement formés et performants, il y ait une masse de travailleurs subalternes et mal payés sur lesquels cependant il est nécessaire de prélever le maximum de profit : ce qui n'encourage ni l'élévation du pouvoir d'achat, ni celle de la consommation, ni la reprise de l'emploi, ni la fin de l'austérité, toutes choses qui feraient diminuer les profits des capitalistes*.

Madame LE Ministre applique au doigt et à l'œil cette politique si favorable au capitalisme dans l'Ecole de la République qu'elle dénature (il n'est pas certain d'ailleurs qu'elle soit tout à fait consciente de l'instrumentalisation dont elle est l'objet ; mais cela n'est nullement une excuse pour une carriériste de sa sorte).

Pour faire bonne mesure, **elle valide le communautarisme dont le capitalisme est friand** : les mamans plus ou moins bâchées pourront accompagner les chers petits dans leurs sorties pédagogiques !

Capitalismus delendus est.

** A vrai dire dans le contexte de la lutte, ou guerre, des classes dont certains capitalistes vaniteux prétendent qu'ils l'ont gagnée, l'imbécillité du raisonnement qu'ils tiennent est évidente : à force de tondre le mouton il n'a plus de laine et à force d'affamer le travailleur il crève définitivement ... Disons que les négriers du XVIIIème siècle étaient un peu moins bêtes que leurs émules du XXIème !*